

**DECISION n° 2005- 09/PR du 29 août 2005 relative au Code de la Nationalité.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 2000-513 du 1<sup>er</sup> août 2000 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 48 ;

Vu le Règlement de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 et la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 ;

Vu les avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil constitutionnel ;

Vu la décision n° 2005-03/PR du 15 juillet 2005 relative au Code de la Nationalité ;

Vu le message à la Nation du Président de la République en date du 26 avril 2005 ;

DECIDE :

Article premier. — Les *articles 12 nouveau* de la décision n° 2005-03/PR du 15 juillet 2005 relative au Code de la Nationalité et *16 nouveau* de la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 modifiant la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

Article 12. (nouveau). — Conformément aux dispositions des articles 13, 14 et 40, la femme de nationalité étrangère qui épouse un ivoirien acquiert la nationalité ivoirienne si elle en fait solennellement l'option au moment de la célébration du mariage.

Les mêmes dispositions s'appliquent à l'homme de nationalité étrangère qui épouse une ivoirienne.

Article 16 (nouveau). — Le conjoint étranger n'acquiert pas la nationalité ivoirienne si son mariage avec un(e) ivoirien(ne) est déclaré nul par décision émanant d'une juridiction ivoirienne ou rendue exécutoire en Côte d'Ivoire, même si le mariage a été contracté de bonne foi.

Lorsque la validité des actes passés antérieurement à la décision judiciaire constatant la nullité du mariage était subordonnée à l'acquisition par l'étranger de la nationalité ivoirienne, cette validité ne peut être contestée pour le tiers ou le cocontractant de bonne foi.

Si avant la période de dix ans suivant le mariage le couple vient à divorcer, l'époux ou l'épouse d'origine étrangère perd le bénéfice de la nationalité ivoirienne.

Art. 2. — La présente décision déroge à toute disposition antérieure contraire.

Art. 3. — Le ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 4. — La présente décision, qui prend effet à la date de sa signature, sera publiée selon la procédure d'urgence ainsi qu'au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 29 août 2005.

Laurent GBAGBO.

**DECISION n° 2005-10/PR du 29 août 2005 relative aux dispositions spéciales en matière de naturalisation.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 2000-513 du 1<sup>er</sup> août 2000 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 48 ;

Vu le Règlement de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu les avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 et la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 ;

Vu la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 portant dispositions spéciales en matière de naturalisation ;

Vu la décision n° 2005-04 du 15 juillet 2005 portant dispositions spéciales en matière de naturalisation ;

Vu le message à la Nation du Président de la République en date du 26 avril 2005 ;

DECIDE :

Article premier. — Les articles 2, 3 et 6 de la décision n° 2005-04/PR du 15 juillet 2005 portant dispositions spéciales en matière de naturalisation sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

CHAPITRE II

*De la détermination des bénéficiaires*

Article 2 (nouveau). — Sont concernées par la présente décision les anciens bénéficiaires des articles 17 à 23 de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne et n'ayant pas exercé leur droit d'option dans les délais prescrits ;

Les bénéficiaires de la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 peuvent bénéficier des mêmes mesures exceptionnelles de naturalisation.

CHAPITRE III

*De la procédure de naturalisation*

Article 3 (nouveau). — Les personnes indiquées à l'article 2 ci-dessus et désireuses d'acquérir la nationalité ivoirienne, doivent se faire identifier auprès de l'Administration selon les modalités ci-après :

1° Une demande motivée de naturalisation mentionnant la nationalité d'origine à laquelle il est renoncé, est établie par l'intéressé sur papier ordinaire ;

2° Cette demande est adressée au Président de la République, accompagnée de deux photos d'identité, de la copie intégrale de l'extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif, des documents pouvant justifier de sa résidence en Côte d'Ivoire, de ceux attestant des qualités et titres requis, ainsi que d'un extrait de casier judiciaire.

Les personnes ne pouvant justifier d'aucun titre écrit ne sont pas éligibles ; de même que les personnes ayant commis des crimes ou délits contre l'autorité de l'Etat.

Il n'est pas nécessaire de compléter les documents visés à l'alinéa 1-2 du présent article d'un procès-verbal d'enquête administrative établi dans les villages ou les villes de résidence par-devant les autorités traditionnelles.

Les services compétents pour l'instruction de la demande disposent d'un délai de trois mois pour mettre le dossier en état d'être réglé par le Président de la République par voie de décret.

Article 6 (nouveau). — Les personnes naturalisées en application de la présente décision jouissent de tous les droits prescrits par la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 et la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004.

Art. 2. — La présente décision déroge à toute disposition antérieure contraire.

Art. 3. — Le ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 4. — La présente décision, qui prend effet à la date de sa signature, sera publiée selon la procédure d'urgence ainsi qu'au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 29 août 2005.

Laurent GBAGBO.

**DECISION n° 2005-11/PR du 29 août 2005 relative à la Commission électorale indépendante (C.E.I.).**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 2000-513 du 1<sup>er</sup> août 2000 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 48 ;

Vu la loi n° 2000-514 du 1<sup>er</sup> août 2000 portant Code électoral ;

Vu le Règlement de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la loi n° 2004-642 du 14 décembre 2004 modifiant la loi n° 2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission électorale indépendante (C.E.I.) ;

Vu la décision n° 2005-01/PR du 5 mai 2005 relative à la désignation à titre exceptionnel des candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2005 ;

Vu la décision n° 2005-02/PR du 5 mai 2005 relative à la désignation de l'Institut national de la Statistique aux fins de production de la liste électorale et des documents électoraux pour les élections générales de 2005 ;

Vu la décision n° 2005-06/PR du 15 juillet 2005 relative à la Commission électorale indépendante ;

Vu les avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil constitutionnel ;

Vu le message à la Nation du Président de la République en date du 26 avril 2005,

DECIDE :

Article premier. — La Commission centrale a le pouvoir de mettre en place autant de commissions qu'elle le souhaite.

Tous les membres de la Commission centrale doivent être représentés dans les commissions locales.

Tous les membres des commissions locales jouissent des mêmes droits tels que définis par l'Accord de Linas-Marcoussis.

Les commissions locales ont le pouvoir de mettre en place leurs propres bureaux.

Art. 2. — Les parties sont autorisées, dans les cas exceptionnels, et après consultation des autres membres de la Commission électorale indépendante (C.E.I.), du Haut Représentant des Nations Unies pour les élections et avec l'accord du Médiateur, de remplacer leurs représentants au sein de la Commission électorale indépendante.

Art. 3. — La Commission électorale indépendante est la seule Institution responsable du processus électoral. L'Institut national de la Statistique doit lui rendre compte sur tout ce qui concerne les élections.

Art. 4. — Les dispositions de la présente décision dérogent à toutes les dispositions antérieures contraires.

Art. 5. — La présente décision, qui prend effet à compter de la date de signature, sera publiée selon la procédure d'urgence ainsi qu'au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 29 août 2005.

Laurent GBAGBO.

**ORDONNANCE n° 2005-292 du 29 août 2005 portant précision du régime de délivrance des factures par les opérateurs économiques relevant d'un régime réel d'imposition.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu le Code général des Impôts ;

Vu le Livre des Procédures fiscales ;

Vu l'annexe fiscale à la loi n° 2005-161 du 27 avril 2005 portant loi de Finances de l'année 2005, notamment en son article 27 ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu l'urgence,

ORDONNE :

Article premier. — Le quatrième alinéa de l'article 129 *bis* du Livre de Procédures fiscales est modifié comme suit :

*Au lieu de :*

« Le détaillant, l'artisan, l'agriculteur, l'éleveur ou le pêcheur effectuant une vente, une prestation de services à un consommateur ordinaire, n'est tenu de lui délivrer une facture qu'à la demande de celui-ci. »

*Lire :*

« Le détaillant, l'artisan, l'agriculteur, l'éleveur ou le pêcheur ne relevant pas d'un régime réel d'imposition qui effectue une vente, une prestation de services à un consommateur ordinaire, n'est tenu de lui délivrer une facture qu'à la demande de celui-ci. »

Art. 2. — La présente Ordonnance sera publiée selon la procédure d'urgence, insérée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 29 août 2005.

Laurent GBAGBO.